

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 326 / Mars 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2020

La conjoncture du quatrième trimestre est en léger repli après la stabilisation du troisième trimestre. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, ralentit, tandis que le crédit est en hausse. L'économie privée est dans une situation favorable : les importations de biens d'investissement des entreprises se maintiennent, de même que l'encours des crédits. Le secteur du BTP est en expansion, tant au niveau des importations de ciment que des effectifs salariés. Enfin, le trafic international est en légère baisse et devrait chuter à nouveau dans les prochains mois avec la propagation de la pandémie de Covid-19 et le confinement mis en place sur le Territoire depuis le 9 mars 2021.

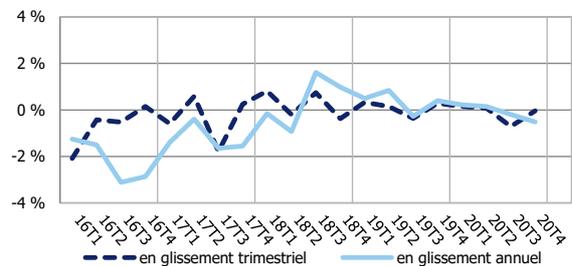
### Un quatrième trimestre en repli après la stabilisation du troisième trimestre

#### Légère diminution de l'indice des prix

Au quatrième trimestre 2020, l'indice des prix est stable après la légère diminution du troisième trimestre (-0,7 %). Les prix de l'énergie augmentent faiblement (+3,9 %), après la forte baisse du trimestre précédent (-11,2 %), tandis que les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont stables (respectivement +0,2 % et -0,1 %). Les prix des services sont en baisse (-1,2 %).

En rythme annuel, l'indice global est assez stable (-0,5 %). Seuls les prix de l'alimentation sont en hausse (+2,2 %). En revanche, les prix de l'énergie connaissent une forte diminution (-8,5 %). En plus de la diminution des prix de l'électricité avec la mise en place de la dernière étape de la péréquation tarifaire en janvier 2020, les prix des carburants ont également baissé sur l'année, de 14,5 % pour l'essence et de 15,4 % pour le gasoil par rapport à décembre 2019.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



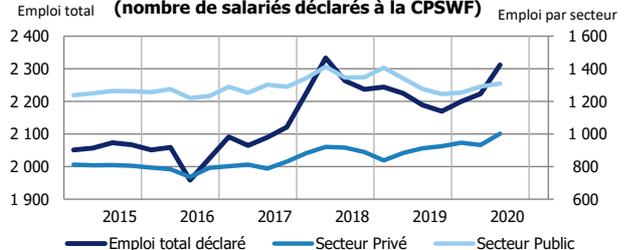
Source : STSEE, données trimestrielles

#### Augmentation de l'emploi déclaré

Selon les données à fin septembre 2020, 2 312 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 223 à fin juin 2020. Ainsi, l'emploi augmente aussi bien en rythme trimestriel (+4,0 %) qu'en rythme annuel (+5,6 %). Par rapport au deuxième trimestre, l'emploi déclaré a augmenté dans le secteur public (+1,5 %) comme dans le secteur privé (+7,5 %).

À fin septembre 2020, on dénombre 1 310 salariés dans le secteur public, en augmentation par rapport au trimestre précédent (+1,5 %) et à l'année précédente (+2,6 %). Le secteur privé compte 1002 salariés, soit une hausse à la fois trimestrielle (+7,5 %) et annuelle (+9,9 %). L'emploi déclaré augmente dans l'ensemble des secteurs. La moitié de la hausse du secteur privé vient de l'évolution des emplois dans les services (+9,0 %, soit 37 emplois supplémentaires). C'est dans le secteur du BTP que la hausse est la plus importante par rapport à la taille du secteur, sur le trimestre (+21,4 %) et sur l'année (+19,7 %). Avec les travaux du quai de Leava à Futuna, le nombre de personnes employées passe de 70 (fin juin 2020) à 85 (fin septembre 2020), soit le plus haut niveau de ces dernières années. Les emplois déclarés dans les secteurs de l'artisanat/industrie et du commerce ont également augmenté sur le trimestre, respectivement de 8,4 % et 2,6 %.

Emploi déclaré localement  
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



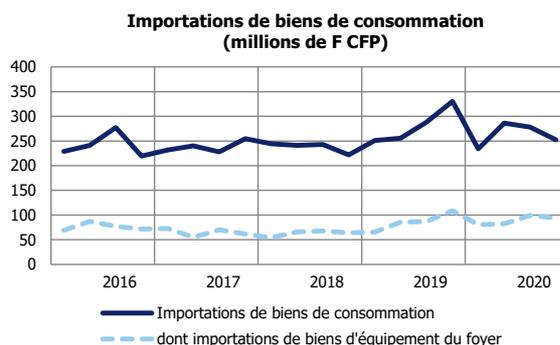
Source : CPSWF

Comme les emplois déclarés ont davantage progressé dans le secteur privé, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire diminue pour s'établir à 56,7 % (contre 58,1 % au trimestre précédent).

## La consommation des ménages ralentit

Après leur stabilisation (+0,2 %, CVS) au troisième trimestre, les importations de biens de consommation diminuent au quatrième trimestre 2020 (-9,3 %, CVS), à 252 millions de F CFP (données CVS). Elles reculent également en glissement annuel (-23,7 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer se replient sur le trimestre (-5,0 %, CVS) et sur l'année (-13,3 %, CVS), pour s'établir à 94 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont aussi en baisse sur le trimestre (-8,2 %, CVS) et surtout sur l'année (-32,9 %), pour atteindre 37 millions de F CFP (CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en forte augmentation sur le trimestre (passage de 10 véhicules au troisième trimestre à 29 durant le quatrième trimestre, soit +180,4 %, CVS) ainsi que sur l'année (+42,3 %, CVS<sup>1</sup>).

La consommation d'électricité est en légère baisse sur le trimestre (-0,9 %, CVS), mais en hausse sur l'année (+10,8 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation progresse à la fois sur le trimestre (+3,4 %) et sur l'année (+11,1 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages augmente légèrement et s'établit à 2,7 % contre 2,2 % au trimestre précédent ; ce taux reste cependant particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

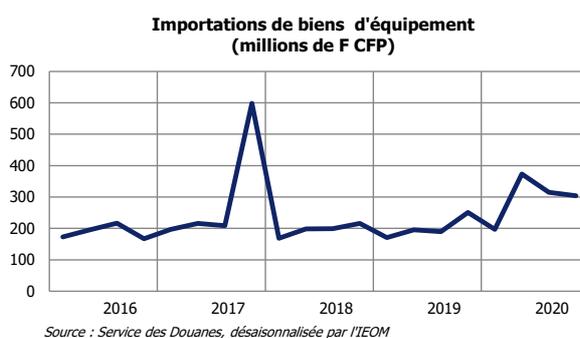
À fin décembre 2020, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se détériorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente en passant de 204 à 222 personnes, soit une hausse de 8,8 % ; il augmente également sur l'année (+12,1 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque augmente très fortement ce trimestre (+85,3 %, 302 incidents contre 163 au troisième trimestre), pour atteindre son maximum de ces dernières années. La hausse est moins forte en glissement annuel (+34,2 %).

## Maintien de l'investissement des entreprises

Après avoir fortement diminué au troisième trimestre (-14,9 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises se maintiennent au quatrième trimestre (-3,6 %, CVS), restant plus élevées qu'en 2019, avec une hausse sur l'année (+21,1 %, CVS).

Les importations de biens intermédiaires diminuent par rapport au troisième trimestre (-12,2 %, CVS), tout en poursuivant leur hausse en glissement annuel (+30,0 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires augmentent par rapport au troisième trimestre 2020 (+15,4 %, données CVS<sup>2</sup>), avec 24 immatriculations (CVS), mais sont en baisse par rapport au quatrième trimestre 2019 (-8,4 %, CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

L'encours des crédits aux entreprises (981 millions de F CFP) baisse sur le trimestre (-5,0 %), mais est en hausse sur l'année (+18,2 %). Les crédits d'exploitation augmentent fortement par rapport au trimestre précédent (+258,2 %, passant de 6 à 20 millions de F CFP) ainsi que sur l'année (+649,6 %). En revanche, les crédits d'investissement se replient sur le trimestre (-7,4 %) et restent stables sur l'année (+2,8 %). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue au quatrième trimestre, s'établissant à 1,9 % contre 2,5 % au trimestre précédent. Egalement en baisse en glissement annuel (-1,8 points), c'est le taux le plus faible de ces dernières années.

<sup>1</sup> Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

<sup>2</sup> Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

## Le repli des importations se poursuit

Les importations totales diminuent sur le trimestre (-9,2 %, CVS) et sur l'année (-9,1 %, CVS). Elles s'élevèrent à 1 571 millions de F CFP (données CVS).

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en diminution par rapport au troisième trimestre 2020 (-26,7 %, CVS), soit 315 millions de F CFP contre 430 millions au trimestre précédent, CVS). De manière similaire, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 304 et 282 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 586 millions de F CFP au quatrième trimestre 2020 contre 637 millions au troisième trimestre 2020, soit une baisse de 8,0 % (CVS).

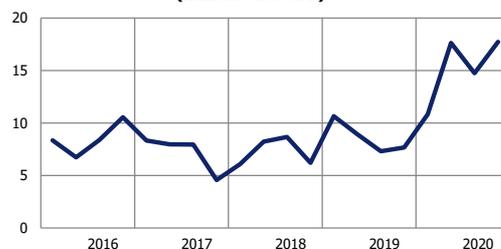
Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en baisse de 7,1 % sur le trimestre, à 273 millions de F CFP, un niveau également en recul comparé à celui du quatrième trimestre 2019 (-22,2 %).<sup>3</sup>

## Situation mitigée pour les principaux secteurs d'activité

### Le BTP en expansion

Avec les travaux du quai de Leava qui débutent, le secteur du BTP est en expansion avec des importations de ciment qui augmentent par rapport au troisième trimestre (+20,3 %, CVS). Ces importations sont également bien supérieures à leur niveau de 2019 (+131,0 % sur l'année, CVS) : elles s'élevèrent à 17,7 millions de F CFP (CVS) contre 8,6 millions en moyenne sur l'année 2019 (CVS). Les effectifs salariés sont en augmentation en fin de troisième trimestre (+21,4 % à fin septembre par rapport à fin juin) pour s'établir à 85 employés.

Importations de ciment  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

### Une activité commerciale en recul

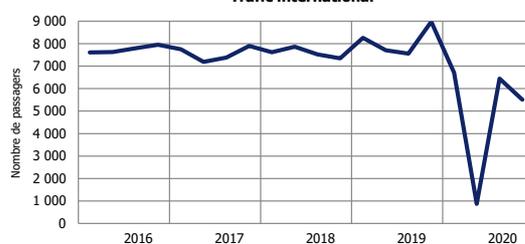
Après un rebond au deuxième trimestre et une stabilisation au troisième trimestre, le secteur du commerce est en recul. Les importations de biens de consommation diminuent (-9,3 %, CVS), tout comme celles des biens d'équipement du foyer (-5,0 %, CVS) et des articles d'habillement (-8,2 %, CVS). Les importations de produits alimentaires connaissent même une baisse plus importante (-26,7 %, CVS). Pour les entreprises, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement sont également en repli (respectivement -12,2 % et -3,6 %, CVS).

### Une fréquentation du Territoire toujours faible

Le tourisme (possible uniquement depuis la Nouvelle-Calédonie) a diminué au quatrième trimestre, avec un trafic international en baisse de 14,5 % par rapport à un troisième trimestre déjà en recul par rapport au trafic des années passées : on passe ainsi de 6 449 à 5 511 passagers (données CVS). Le trafic reste également en baisse de 38,7 % en glissement annuel (CVS). Quant au trafic intérieur, il est en augmentation sur le trimestre (+10,8 %, soit 3 403 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global diminue, avec la baisse conjointe du trafic international (-38,7 %, CVS) et du trafic intérieur (-7,1 %, CVS).

Trafic international



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

<sup>3</sup> Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

# La conjoncture régionale et internationale

## UN REDEMARRAGE ECONOMIQUE CONTRASTE EN ASIE-PACIFIQUE

Un an après l'apparition de la Covid-19, l'ensemble des pays de la région Asie-Pacifique connaissent encore une situation sanitaire incertaine qui conduit la plupart des gouvernements à maintenir ou à adopter des mesures d'urgence qui ont un fort impact sur l'économie.

Ainsi, en Océanie, la plupart des pays ont profité de leur insularité pour fermer ou contrôler strictement leurs frontières, leur permettant d'afficher des bilans sanitaires provisoires particulièrement positifs. À l'inverse, l'impact économique est majeur pour les pays de la région les plus tournés vers le tourisme, à l'instar des **îles Fidji** pour lesquelles la banque centrale nationale anticipe une baisse du PIB de plus de 19 % en 2020.

Confrontée aux mêmes enjeux, l'économie **néo-zélandaise** devrait enregistrer une récession de 4,8 % en 2020, équivalente à la moyenne des économies avancées (-4,9 %). Néanmoins, la résilience de ses structures économiques est confirmée par la baisse du taux de chômage qui, après avoir atteint 5,3 % au troisième trimestre 2020, s'établit à 4,9 % en fin d'année.

Grâce à des filières extractives et agricoles orientées vers l'export, l'**Australie** a bénéficié de la désorganisation des échanges et de la baisse de production chez ses concurrents. En décembre 2020, la valeur de ses exportations augmente de 31 % en glissement annuel pour les minerais métallifères et de 137 % pour les céréales. Ce dynamisme, associé à une solide reprise de la consommation intérieure, a permis d'ouvrir la voie au redémarrage économique. Néanmoins, il est menacé par la dégradation des relations diplomatiques et commerciales avec son premier partenaire, la Chine.

Confrontés à des défis différents, les pays asiatiques en développement souffrent principalement d'une baisse de la demande mondiale de produits manufacturés. Ainsi, le groupe ASEAN-5 (**Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam**) ne constate pas de reprise franche au dernier trimestre et enregistre une contraction de 3,2 % de son PIB en glissement annuel qui devrait atteindre 3,7 % sur l'année. La situation de ces pays et particulièrement sensible à la forte baisse (-31 %) des Investissements directs étrangers sur l'année 2020.

À l'inverse, la **Chine** conforte sa reprise au quatrième trimestre grâce au rebond de sa production industrielle (+7,1 % en glissement annuel) et de sa consommation avec une augmentation des ventes au détail (+4,6 %). Le glissement annuel du PIB du pays au dernier trimestre devrait ainsi s'établir à +6,5 %, participant à une croissance de 2,3 % sur l'année.

Sur la scène diplomatique, le dernier trimestre a été marqué par la signature du **Partenariat régional économique global (RCEP)** qui réunit 15 pays\* de la région et ouvre la voie à la création de la plus importante zone de libre-échange du monde (2,2 milliards de consommateurs et 30 % du PIB mondial). S'il comprend plusieurs clauses excluant notamment le commerce de produits agricoles ou la plupart des services, cet accord devrait permettre un échange sans droits de douane pour 90 % des biens. À moyen terme, il pourrait favoriser le développement de la région et attirer les investissements étrangers.

\* Membres de l'ASEAN, Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor.

## LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QUE PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.